

La gestion de ce fonds est confiée à l'association prévue à l'article ***L. 3253-14***.

**L. 1226-4-2**

LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 49

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions visées à l'article ***L. 1226-4*** s'appliquent également aux salariés en contrat de travail à durée déterminée.

**L. 1226-4-3**

LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 49

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La rupture du contrat à durée déterminée prononcée en cas d'incapacité ouvre droit, pour le salarié, à une indemnité dont le montant ne peut être inférieur à celui de l'indemnité prévue à l'article ***L. 1234-9***. Cette indemnité de rupture est versée selon les mêmes modalités que l'indemnité de précarité prévue à l'article ***L. 1243-8***.

**service-public.fr**

- > Licenciement d'un salarié en arrêt maladie dans le secteur privé : Incapacité consécutive à une maladie ou un accident non professionnel
- > L'employeur peut-il rompre de façon anticipée le CDD d'un salarié déclaré inapte ? : Reclassement, versement du salaire et indemnité de rupture (incapacité non professionnelle)
- > Le salarié touche-t-il des indemnités en cas de licenciement pour incapacité physique ? : Incapacité d'origine non professionnelle
- > Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Incapacité d'origine non professionnelle (1224-4)
- > Incapacité au travail d'un salarié après un arrêt maladie : Obligation de reclassement, rupture du contrat

**Sous-section 2 : Maladie grave.**

**L. 1226-5**

LOI n°2015-1702 du 21 décembre 2015 - art. 59 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout salarié atteint d'une maladie grave au sens du 3° et du 4° de l'article ***L. 160-14*** du code de la sécurité sociale bénéficie d'autorisations d'absence pour suivre les traitements médicaux rendus nécessaires par son état de santé.

***Section 3 : Accident du travail ou maladie professionnelle***

**Sous-section 1 : Champ d'application.**

**L. 1226-6**

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions de la présente section ne sont pas applicables aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, survenu ou contractée au service d'un autre employeur.

**Sous-section 2 : Suspension du contrat et protection contre la rupture.**

**L. 1226-7**

LOI n°2010-1594 du 20 décembre 2010 - art. 84

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le contrat de travail du salarié victime d'un accident du travail, autre qu'un accident de trajet, ou d'une maladie professionnelle est suspendu pendant la durée de l'arrêt de travail provoqué par l'accident ou la maladie.

Le contrat de travail est également suspendu pendant le délai d'attente et la durée du stage de réadaptation, de rééducation ou de formation professionnelle que doit suivre l'intéressé, conformément à l'avis de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article ***L. 146-9*** du code de